

Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics

Déclaration de principes

Mise en contexte

Depuis les années 90, les gouvernements qui se succèdent à Québec comme à Ottawa appliquent les mêmes vieilles recettes néolibérales : coupures dans les services publics et les programmes sociaux, privatisations, sous-traitance et partenariats public-privé (PPP), déréglementation et déresponsabilisation de l'État, gestion publique soumise aux exigences d'intérêts privés, poursuite du déficit zéro, etc. Cette marchandisation du bien commun et des services publics qui permet « de privatiser les profits et de socialiser les déficits » mène à la déconstruction d'un modèle de société fondé sur la solidarité.

Parallèlement, pour aller chercher l'appui des contribuables, nos gouvernements multiplient les baisses d'impôts. Mais nous ne sommes pas dupes : ces baisses d'impôts, souvent accompagnées de hausses de tarifs, ne profitent réellement qu'aux plus riches et aux grandes compagnies. La classe moyenne, les femmes, les personnes pauvres, les minorités visibles et les gens âgés paient le prix fort de ces mesures. D'ailleurs, en 2006, l'ONU a sévèrement blâmé les gouvernements canadiens et québécois parce qu'ils ont régressé dans l'application des droits économiques, sociaux et culturels pour l'ensemble des citoyenNEs. En poursuivant dans la même direction, nos gouvernements ne font qu'aggraver la situation.

Présentation de la Coalition

Dans ce contexte, des organisations communautaires, syndicales, étudiantes, féministes et populaires ont décidé de jeter les bases de la **Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics**. Cette coalition revendique l'accès à des services publics universels et de qualité, l'un des moyens pour assurer la réalisation des droits humains et pour agir efficacement sur les causes de la pauvreté. Afin d'y arriver, elle entend proposer des projets et des politiques qui permettront de renflouer, sur une base équitable, les coffres de l'État. Plus précisément, elle a deux objectifs immédiats :

- **Proposer un financement adéquat des services publics et des programmes sociaux dans une perspective de lutte contre la privatisation et la marchandisation du bien commun. Ce financement passe notamment par une fiscalité plus progressive.**
- **S'opposer aux hausses de tarifs de l'électricité résidentielle et des services publics, particulièrement les services de santé et les services sociaux, l'éducation, les garderies et les transports collectifs.**

Une occasion à saisir

Si rien n'est fait, les prochaines années vont être très difficiles pour la classe moyenne et pour les personnes déjà en situation de pauvreté. Il faut agir! Les crises économiques et budgétaires actuelles sont l'occasion de remettre en question les politiques injustes et de proposer de nouvelles avenues pour un Québec plus écologiste, plus égalitaire et plus solidaire.

D'autres voies doivent être explorées pour assurer une meilleure répartition et une meilleure redistribution de la richesse. L'atteinte du déficit zéro ou le financement des services publics ne peuvent se faire par le biais des hausses de tarifs. Il est possible d'assurer un revenu décent pour touTEs et de revoir notre régime fiscal afin que l'État dispose de revenus lui permettant de garantir de meilleurs

programmes et services. Il est grand temps que l'économie profite à l'ensemble des Québécoises et Québécois et non à quelques élites!

Si votre organisation partage ces principes, joignez-vous à la Coalition!

Pour joindre cette coalition ou pour plus d'informations, contactez Marie-Eve Rancourt au
mer.mepacq@bellnet.ca ou 514-843-3236.

Les organisations suivantes ont déjà adhéré à la coalition : (en date du 26 mars)

1. Alliance de la fonction publique du Canada - Québec (AFPC-Québec)
2. Alliance des professeures et professeurs de Montréal
3. Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS)
4. AREQ Vieux Longueuil
5. Associations des étudiant-e-s en Sciences Sociales de l'Université Laval (AÉSS-UL)
6. Association générale étudiante de l'Université du Québec à Trois-Rivières (AGE UQTR)
7. Association générale étudiante du Collège François-Xavier Garneau (AGECFXG)
8. Association générale des étudiantEs en Service social de l'Université de Sherbrooke
9. Association générale des étudiantes et étudiants en éducation de l'Université de Montréal (AGÉÉÉ-UDM)
10. Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ)
11. Association étudiante de Bois-de-Boulogne
12. Association étudiante de l'Université McGill
13. Association facultaire des étudiant-e-s en science politique et droit de l'UQÀM (AFESPED-UQÀM)
14. Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR)
15. ATTAC-Québec
16. Carrefour de participation, ressourcement et formation (CPRF)
17. Centre de formation sociale Marie-Gérin-Lajoie
18. Centre Justice et foi
19. Clinique communautaire de Pointe-Saint-Charles
20. Coalition anti-pauvreté de Montréal
21. Coalition des associations de consommateurs du Québec (CACQ)
22. Coalition montréalaise des Tables de quartier
23. Coalition Solidarité Santé
24. Collectif D'abord solidaires
25. Collectif d'action populaire Richelieu-Yamaska
26. Collectif pour un Québec sans pauvreté
27. Congrégation des soeurs de Notre-Dame du Saint-Rosaire
28. Conseil central du Montréal métropolitain (CSN)
29. Conseil communautaire de Côte-des-Neiges
30. Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (CIAFT)
31. Conseil québécois des syndicats universitaires (CQSU)

32. Conseil régional de la FTQ-Montréal métropolitain
33. Confédération des organismes de personnes handicapées du Québec (COPHAN)
34. Corporation de développement communautaire de Laval (CDC-Laval)
35. Corporation de développement communautaire du Granit (CDC du Granit)
36. Corporation de développement communautaire de la MRC de Bécancour (CDC-Bécancour)
37. CSSS d'Ahuntsic Montréal-Nord
38. Fédération autonome de l'enseignement (FAE)
39. Fédération de la santé et des services sociaux (FSSS-CSN)
40. Fédération de l'Union des producteurs agricoles (UPA) de l'Abitibi-Témiscamingue
41. Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec (FAFMRQ)
42. Fédération des femmes du Québec (FFQ)
43. Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ)
44. Fédération des enseignants et enseignantes de cégep (FEC-CSQ)
45. Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec (FNEEQ-CSN)
46. Fédération des locataires de HLM du Québec (FLHLMQ)
47. Fédération des travailleurs du Québec – Construction (FTQ- construction)
48. Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ)
49. Fédération du Québec pour la planning des naissances (FQPN)
50. Fille de Marie-de-l'Assomption
51. Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU)
52. Front commun des personnes assistées sociales du Québec
53. Groupe actions solutions pauvreté (GASP)
54. Groupe Solidarité Justice
55. L'En-Droit de Laval
56. Ligue des droits et libertés
57. L'R des centres de femmes du Québec
58. Mouvement Action Communautaire Bas St-Laurent (TROC Bas-St-Laurent)
59. Mouvement autonome et solidaire des sans-emploi (MASSE)
60. Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec (MÉPACQ)
61. Mouvement des travailleuses et travailleurs chrétiens de Montréal
62. Option consommateur
63. Projet Genèse
64. Regroupement des centres d'action bénévole de la Montérégie (RCABM)
65. Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec (RCLALQ)
66. Regroupement contre l'appauvrissement Rimouski-Neigette (RCA)
67. Regroupement des cuisines collectives du Québec (RCCQ)
68. Regroupement des femmes de la Côte-Nord (RFCN)
69. Regroupement des organismes communautaires de l'Estrie (ROC de l'Estrie)
70. Regroupement étudiant à la maîtrise en service social de l'Université de Sherbrooke (REMSSUS)
71. Regroupement intersectoriel des organismes communautaires de Montréal (RIOCM)
72. Regroupement québécois des CALACS
73. Réseau des Tables régionales de groupes de femmes du Québec
74. Réseau du Forum social de Québec Chaudière Appalaches
75. Réseau québécois de l'action communautaire autonome (RQ-ACA)
76. Réseau québécois des groupes écologistes (RQGE)
77. Réseau québécois d'action pour la santé des femmes (RQASF)

78. Syndicat des étudiant-e-s employé-e-s de l'UQÀM (SétuE-UQÀM)
79. Sœurs auxiliaires
80. Solidarité populaire Estrie (SPE)
81. Solidarité populaire Richelieu-Yamaska
82. Solidarité Saint-Henri
83. Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP)
84. Syndicat de la fonction publique du Québec (SFPQ)
85. Syndicat de l'enseignement de Champlain (CSQ)
86. Syndicat de l'enseignement de l'Ouest de Montréal
87. Syndicat de l'enseignement secondaire des Basses-Laurentides
88. Syndicats des employés professionnels et de bureau (SEPB) section locale 574
89. Syndicat industriel des travailleurs et travailleuses (IWW–Montréal)
90. Syndicat des professeurs et professeures de l'UQAM (SPUQ)
91. Syndicat des travailleuses et travailleurs du Centre de santé et services sociaux du Nord de Lanaudière-CSN
92. Syndicat du personnel enseignant du Collège Ahuntsic (SPECa)
93. Table d'action contre l'appauvrissement de l'Estrie (TACAE)
94. Table d'action contre la pauvreté de l'Abitibi-Témiscamingue (TACPAT)
95. Table de concertation des groupes de femmes de la Gaspésie et des îles
96. Table de concertation étudiante du Québec (TACEQ)
97. Table des agents et agentes de pastorales sociale de Montréal
98. Table des regroupements provinciaux des organismes communautaires et bénévoles (TRPOCB)
99. Table régionale des organismes communautaires d'Abitibi-Témiscamingue (TROC-AT)
100. Table régionale des organismes communautaires autonomes de l'Outaouais (TROCAO)
101. Table régionale des organismes communautaires (TROC) Montérégie
102. Union des consommateurs
103. Réseau Vigilance Outaouais

Membres sympathisants

1. Mouvement pacifique pour l'indépendance du Québec
2. Municipalité de Roquemaure
3. Québec solidaire